

Les catholiques doivent s'investir pour les législatives

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Conférence épiscopale](#), [Culture de Vie](#), [Perepiscopus](#), [Points non négociables](#), [Riposte Catholique](#)

Date : 8 mai 2012



Suite à l'élection de François Hollande, **Mgr Podvin**, porte-parole de la CEF, déclare au quotidien [la Croix](#) :

"Qu'avez vous envie de dire aujourd'hui aux catholiques après ce résultat ?

De ne pas rester soit les déçus d'un camp, soit les gagnant de l'autre. Mais de continuer à s'investir dans les prochaines législatives, en se montrant attentifs, notamment en fonction des points d'attention de la doctrine sociale de l'Église. On a regretté, lors de ces présidentielles, l'absence de réponses aux vrais problèmes des Français. Ces législatives seront l'occasion d'aller là où vivent les gens, de rencontrer les candidats, de leur parler des questions concrètes et des préoccupations des chrétiens : qu'il s'agisse de questions éthiques ou de laïcité, il est important de rester vigilant.

Justement, êtes-vous inquiet de certaines promesses de François Hollande, relatives à l'enseignement privé ou à des questions de société ?

Oui, même si nous sommes dans l'attente d'un calendrier précis. On a besoin de savoir ce qu'il en est sur le plan scolaire, entre les déclarations dures du candidat socialiste sur l'enseignement catholique faites au comité national d'action laïque et les propos plus apaisants tenus par François Hollande, ou son entourage sur le même sujet. Qu'en sera-t-il, dans les faits ? Le pays a besoin de la contribution positive de l'enseignement catholique à l'éducation.

Sur le plan éthique, nos convictions sont connues, notre opposition au mariage entre deux personnes du même sexe comme notre réticence sur toute introduction de l'euthanasie pour la fin de vie. Il ne s'agit pas d'une position idéologique de l'Église, mais de nos convictions qu'il y a des choix qui relèvent de l'intime, et pas de la législation. Faire ces réformes serait inutile.

Cela cliverait le pays, qui n'en a vraiment pas besoin.

Plus généralement, l'Église doit conserver la liberté de dire ce qu'elle rejette, même si cela doit l'amener à s'opposer à la nouvelle majorité : ce n'est pas parce qu'une opinion est majoritaire qu'elle est bonne pour l'homme. [...]